

23/07/2018

Le 19 juin dernier, le CIEP a organisé la troisième édition de la journée des experts. Rassemblant 62 experts, elle a permis de poursuivre les réflexions initiées lors des éditions précédentes, sur les pratiques professionnelles et les savoirs d'action mobilisés par les experts du CIEP et d'échanger autour du thème de la qualité dans les réformes éducatives. A cette occasion le 4^{ème} numéro des Carnets de l'expertise, publiés par le CIEP en collaboration avec l'université de Tours, a été présenté.

Des ateliers ont réuni les experts autour de quatre ateliers thématiques :

- les stratégies de certification pour la qualité en EFTP,
- les orientations du communiqué de Paris de la conférence des ministres du processus de Bologne,
- l'accès des filles au collège en Afrique, comme levier de développement,
- la transition entre langue maternelle et français langue d'enseignement, à travers l'exemple du Niger.

La transition entre langue maternelle et français langue d'enseignement, à travers l'exemple du Niger

Synthèse de l'atelier 4

Animateur : M. Pierre-Yves Roux (CIEP)

Rapporteur : M. Stephan Orivel (ACE en Côte d'Ivoire)

Comme de nombreux pays de l'Afrique francophone subsaharienne, le Niger a fait le choix d'un enseignement des apprentissages fondamentaux dans l'une des langues nationales, avant de passer ensuite au français, celui-ci devenant progressivement la seule langue d'enseignement en fin de primaire puis dans les cycles suivants. Cette transition doit théoriquement s'effectuer en 3^{ème} année du primaire (CE2 dans le système éducatif nigérien).

Le CIEP conduit actuellement un projet pour rendre cette transition plus fluide et plus efficace, en permettant à la fois un transfert des compétences antérieures et l'acquisition d'une langue spécifique qui permettra aux apprenants d'être plus performants durant les cours dispensés en français, tant pour ce qui est de la compréhension que de la production et des interventions.

Le dispositif envisagé est celui d'un bilinguisme de transition et d'une double articulation, à savoir 1/ entre le cours de français et le cours de la langue nationale concernée 2/ entre le cours de français et les cours enseignés en français. La réflexion doit par conséquent porter sur le français dans sa forme la plus générique (langue dite « de communication »), mais aussi sur le français langue de la classe (ou « para-pédagogique ») et le français langue des disciplines non linguistiques (DNL).

Conçu en trois composantes distinctes et complémentaires, le projet envisage :

- Composante 1 : définition d'un dispositif de transition linguistique (identification des besoins langagiers des apprenants, nombre d'heures et répartition horaire selon les langues, types d'alternances des langues, définition d'un profil de sortie de CE2, élaboration de référentiels langagiers, etc.) ;
- Composante 2 : élaboration d'outils pour la classe dans la perspective de la transition (fiches pédagogiques) ;

- Composante 3 : formation initiale et continue des enseignants et des formateurs (élaboration d'un référentiel de compétences professionnelles, identification de besoins de compétences prioritaires, conception et réalisation de modules de formation contextualisés, etc.).
Une douzaine de points de vigilance ont été signalés aux autorités éducatives, qui représenteraient autant de conditions de réussite du projet.

On notera enfin que ce projet pourrait avoir une valeur modélisante pour d'autres contextes comparables, notamment dans le cadre de l'initiative ELAN-OIF (Enseignement en langues nationales-Afrique).